

Lille, 1914

Hervé Dumez
École polytechnique / CNRS

C'était à Denain, à une quarantaine de kilomètres de Lille, le 30 juillet 1914.

La fanfare s'avancait dans la rue principale, mais l'allant bonhomme de la musique contrastait avec la gravité des visages. Suivaient les drapeaux des syndicats métallurgistes et miniers, des coopératives ouvrières, de la section locale du parti socialiste. Ils étaient trois cents au départ, mais d'autres les rejoignirent et ils furent bientôt près d'un millier. Sur les trottoirs, des badauds regardaient passer le défilé. Certains se hâtaient de rentrer chez eux. D'autres laissaient paraître une hostilité sourde. Sur la place de l'hôtel de ville, un adjoint au maire harangua les manifestants. Le maire lui-même, François Lefebvre, venait d'être élu député socialiste de la circonscription et se trouvait à Paris. On criait « *À bas la guerre, vive la paix* ». Dans la foule, le commissaire de police observait les événements. Le secrétaire de la section syndicale des métallurgistes lut ensuite un long texte, « *rédigé dans un français douteux* », précise le commissaire dans son rapport au sous-préfet de Valenciennes, « *reproduisant contre le capital et les capitalistes, la patrie, les lieux communs des antimilitaristes* » et affirmant que le prolétariat devait s'opposer à la guerre par tous les moyens.

Fallait-il procéder aux arrestations prévues ? Dans chaque département, une liste de meneurs susceptibles de s'opposer à la mobilisation et de soulever le peuple contre la guerre avait été établie. On l'appelait le carnet B. Le département du Nord, largement socialiste, comptait 243 noms, dont nombre d'élus. Le préfet, Félix Trépont, était partisan d'une action plus modérée. Il faisait remarquer que les socialistes du Nord étaient de tendance guesdiste. Or, ce courant s'était opposé au projet de grève générale lancé par Jaurès en cas de déclaration de guerre. Trépont avait donc divisé le carnet B en deux sous-listes : une minorité de gens à arrêter préventivement dès la déclaration de guerre (59 noms), et les autres, devant être surveillés mais laissés en liberté. Il attendait l'aval du ministère.

Lorsque parvint le décret de mobilisation, le 1^{er} août, il n'avait toujours pas reçu de réponse. Un nouveau télégramme arriva à la préfecture à 21h le même jour : Paris laissait les mains libres aux autorités locales pour faire au mieux, sous leur responsabilité. Les arrestations commencèrent le lendemain à l'aube. Il y eut peu de protestations.



Le 1^{er} août, en fin d'après-midi, les affiches annonçant la mobilisation générale avaient été apposées dans les rues. Les cloches de toutes les églises s'étaient mises à sonner le tocsin. À la gendarmerie de Roubaix, un brigadier bouclait son ceinturon et son baudrier. Sa femme, angoissée, s'écriait : « *Alfred, prends ton pistolet !* » et lui, maugréant et avisant son jeune fils de treize ans l'observant silencieux dans un coin de la pièce : « *Viens avec moi, Ernest.* » Le gendarme en grand uniforme et le garçon

firent le tour de la ville. Partout, devant les affiches, s'étaient formés des groupes. Le silence régnait. On chuchotait à peine parfois, à l'approche du gendarme et de l'enfant. Aucun signe de rébellion, aucun signe de joie patriotique : juste un silence oppressant. Les hommes lisaient, tour à tour, restaient un moment et puis s'en allaient.



Rue Faidherbe,
après les bombardements

Dans l'après-midi du 2 août, des colonnes de mobilisables entrent dans Lille en chantant la Marseillaise. Aucun incident n'est à déplorer, si ce n'est que quelques commerçants ont augmenté aussitôt leurs prix. Un gros minotier s'est félicité en public des heureuses perspectives que promet la guerre : « *Mon père a fait de bonnes affaires en 1870. J'espère bien en faire maintenant d'excellentes.* » Quelques magasins sont pillés. Le 5, la population s'affole. L'entreprise Maggi avait prévu de lancer un nouveau bouillon et la campagne de réclame procédait en plusieurs temps : le premier consistait à couvrir la ville de petites affiches mystérieuses, afin de susciter la curiosité des

consommateurs. Le bruit court que ces affiches ont été posées par des espions et sont des signes pour les troupes allemandes. Elles sont arrachées. Les boutiques aux noms à consonance allemande sont pillées, telle la joaillerie Mielle à l'angle de la Grand'Place et de la rue Nationale.



L'état-major prévoit une guerre courte et offensive. L'armée française prendra l'initiative à l'est et entrera en Alsace-Lorraine. Le front nord restera à l'écart des hostilités. La vieille citadelle de Lille, construite par Vauban et modernisée au XIXe siècle, a été déclassée. Par décret en date du 1^{er} août 1914, la cité a été déclarée « ville ouverte » : en cas d'attaque allemande, on ne la défendra pas. On s'attend si peu à l'extension du front de ce côté qu'on a nommé comme chef de la région militaire un général à la retraite, Percin, ex-candidat malheureux du parti radical à la députation dans la circonscription de Neuilly, écrivant dans *Le Bonnet rouge*, affichant ses amitiés socialistes. Il est clair qu'on ne savait qu'en faire et qu'on l'a nommé dans le secteur considéré comme le moins sensible.

À la différence de ce que suppose l'état-major, la population, dans son ensemble, est persuadée que l'armée allemande va entrer en Belgique et se rabattre vers le Nord.

C'est bien ce qui se passe. Le 15 août, les troupes allemandes menacent Bruxelles. Le 24 août, l'état-major évacue Lille, aux yeux de la population angoissée. « *Le départ de la garnison s'effectua de la façon la plus déplorable* », écrit le préfet. « *Ce ne fut pas une retraite, mais une fuite qui atteignit profondément le moral de la population. Le général Herment s'était abandonné à un courant de panique, et il partit semant, comme dans une déroute, du matériel. Ce désordre fut d'autant plus inexplicable qu'on n'était pas talonné par l'ennemi.* » Le mouvement s'est fait avec une telle précipitation, dans un tel climat d'improvisation, que le préfet, s'étant rendu en hâte à l'hôtel de commandement du 1^{er} corps, après le départ des militaires, y découvre une situation consternante : « *... les pièces les plus secrètes traînaient sur les bureaux. Le Carnet B, les codes de signaux, les chiffres s'étaient sur des tables chargées de paperasses.* » L'état-major, le ministre de la guerre, ne croient pas à la réalité de l'attaque au nord : une

simple diversion estiment-ils. Le 1^{er} octobre, les premiers réfugiés belges arrivent à Roubaix.



La première phase de la guerre est étrange. L'armée allemande marche sur Paris. Les combats vont se dérouler sur la Marne. Les troupes françaises et les troupes allemandes entrent et sortent de Lille. Chacun essaie de contrôler les axes ferroviaires et routiers, sans trop s'occuper de la ville elle-même. De temps en temps, on voit passer une patrouille de cavaliers ou une automitrailleuse. On se croise. Le 11 septembre, une quinzaine de Uhlans traversent Lille, s'arrêtent en plein centre, à la mairie, et se font indiquer la route de Tournai. Le lendemain, deux ou trois cents artilleurs français parcourent à leur tour la ville, se dirigeant vers Dunkerque. Puis, début octobre, les choses changent brusquement. L'armée allemande a été bloquée sur la Marne et elle n'a pas réussi à envelopper la totalité des troupes françaises. Elle retente la manœuvre un peu plus à l'Ouest. Les Français essaient à leur tour de la déborder. Chacun s'efforce de contourner l'autre, comme si l'on courait vers la mer. Brusquement, Lille devient un enjeu.

Le 3 octobre, les troupes françaises l'ont quitté, n'y laissant qu'un détachement commandé par un lieutenant-colonel mis en retraite en 1912 et rappelé au déclenchement de la guerre, Marie-Félix de Pardieu. Le même soir, un plénipotentiaire allemand se rend à l'hôtel de ville. On lui confirme que la ville est ouverte. Un train blindé allemand se dirige vers la gare à toute vapeur pour la prendre le plus rapidement possible. Des cheminots français l'aigüillent sur une voie de garage à Fives. Là, les troupes françaises qui quittaient la ville le prennent pour cible. Le 9, le détachement de de Pardieu quitte à son tour la ville et il est pris sous le feu ennemi. Le même jour, un avion allemand survole la ville et, visant sans doute le bâtiment des Postes et Télégraphes, il rate sa cible et laisse tomber sa bombe sur l'hôtel de Bretagne. Le lendemain, de Pardieu reçoit l'ordre de retourner à Lille. À 16h30, un peloton du 46^{ème} chasseurs à cheval de réserve remonte le boulevard de la Liberté en direction de la préfecture. Un quart d'heure plus tard, une quarantaine de uhlands font de même, au pas, accompagnés d'un groupe d'otages, dont le maire de Lille, Charles Delesalle, et un groupe de conseillers municipaux. Rapidement, les otages sont abandonnés et le groupe de cavaliers tente de s'échapper. Il y a des fusillades dans toute la ville. À 17h45, on peut estimer que les soldats allemands ont tous délaissé la ville. Lille est devenu un enjeu important en tant que nœud de communications ferroviaires. Un radiotélégramme, signé du Kaiser lui-même arrive le 11 octobre au grand quartier général : « *Je donne l'ordre de prendre Lille à tout prix* ». Des régiments de cavalerie sont envoyés pour contrôler les axes de retraite possibles pour les Français et encercler la place. Le général Wahnschaffe, établi au Croisé-Laroche, fait savoir à de Pardieu, qui a installé son poste de commandement dans la maison Duyck, au coin de la place de Strasbourg et de la rue Nationale, que le bombardement commencera à 8h si la cité ne se rend pas. De Pardieu a pris le téléphone mais n'a pas répondu et a fait dire au téléphoniste qu'il ne l'avait pas trouvé. L'ultimatum est prolongé d'une

*Prise de la porte de Douai
(12 octobre 1914)*



heure. De 9h à 10h30, la ville subit un tir nourri. Wahnschaffe a annoncé la chute d'Anvers et expliqué que toute l'artillerie mobilisée par ce siège convergeait désormais vers Lille. Vers neuf heures du soir, ce sont désormais les obusiers du général Goetz von Olenhusen, de la 40^{ème} division, qui tirent depuis la route de Lens, au sud. L'objectif a été fixé du côté de la Grand'Place. Le bombardement dure environ 20 mn puis reprend vers 23h à coup d'obus incendiaires et dure jusqu'à 1h du matin. Les rues de Béthune et de Molinel, une partie du boulevard de la Liberté, sont détruites. Les Allemands se sont emparés des réservoirs d'eau de l'Arbrisseau, et les pompiers sont impuissants. Lille est encore entourée de remparts ouverts de plusieurs portes. Le 12 au matin, l'artillerie prussienne ouvre une brèche, entre la trouée de la voie ferrée qui mène vers Paris et la porte de Douai. Une autre attaque a lieu au sud. Dans la grande tradition, un officier allemand accompagné d'un trompette et d'un porte-fanion se présente, à cheval, à l'une des portes. Il est amené, les yeux bandés à de Pardieu à qui il demande de se rendre. Dans le même temps, un pilote français, parvient à poser son appareil sur l'esplanade. Il apporte un message du général Maud'huy demandant à de Pardieu de tenir bon. Victime d'une crise d'appendicite, le pilote est emmené à l'hôpital de campagne installé dans Notre Dame de la Treille et opéré. Il ne pourra pas transmettre à Maud'huy la demande de renforts. Quelques pigeons voyageurs sont envoyés, mais ils ne parviendront pas à destination. À 16h30, les Allemands finissent par faire sauter la porte de Douai et font entrer un canon de 77 à l'intérieur de la ville qui se met à tirer à mitraille sur le boulevard. Des détachements du 181^{ème} régiment d'infanterie saxon pénètrent dans la ville en chantant *Nun denket alle Gott et Die Wacht am Rhein*. Des immeubles d'où auraient tiré des francs-tireurs sont incendiés. De Pardieu fait hisser le drapeau blanc au haut de l'église du Sacré-Coeur.

Le 13, devant l'esplanade, les prisonniers ont été rassemblés. À 9h arrive le Kronprinz Rupprecht de Bavière et son état-major. Il rend son épée au commandant vicomte Félix de Pardieu : *« Colonel, je suis heureux de vous rendre votre épée, en témoignage de l'héroïsme de vos troupes pour la défense de Lille. Je vous remercie pour l'humanité que vous avez témoignée envers nos prisonniers. »*

L'épisode chevaleresque de la guerre, dernier reste de siècles anciens, vient de se refermer. Sur le front, la tuerie moderne peut commencer. Quatre ans durant, le Nord est occupé. Avec de la collaboration, de la résistance, des déportations de jeunes à la Pâques 1916 par trains entiers, regroupés dans des camps de concentration implantés à la hâte dans les Ardennes, de l'aide humanitaire mise en place par les États-Unis et organisée par Herbert Hoover, transitant par les Pays-Bas. Louise de Bettignies, une jeune fille de bonne famille qui faisait évader par la Hollande des soldats français ou anglais enfermés dans les territoires occupés, ou des jeunes mobilisables, est arrêtée et meurt d'épuisement et de souffrance dans une forteresse en Allemagne. Lorsque les troupes allemandes évacuent, à l'automne 1918, elles prennent les jeunes en otage, dont Ernest, alors âgé de dix-sept ans. Elles les abandonnent en Belgique quand elles ne se sentent plus menacées et pour fuir plus vite vers l'Allemagne. Libérée, la région est ravagée. Les destructions donnent lieu aux demandes de réparations de la part de la France qui empoisonneront l'après-guerre et conduiront au conflit suivant ■



Kronprinz
Rupprecht de Bavière